



## SVFAB ANALYSE DÉTAILLÉE

2021-11-29 10 vor 10 vom 29.11.2021

Émission : SRF Tagesschau | 2021-11-29 | Analysée le : 2026-05-19 13:28

Version 3.0-detail | Universal 3.0-detail | Konverter 3.4 (2026-05-20) | Massstab: Art. 4 RTVG

**SCORE  
GLOBAL**

**6.8/10**

*Écart grave par rapport à l'obligation d'équilibre. Degré d'écart élevé*

0 = équilibré, 10 = fortement unilatéral/manipulateur

## SPECTRE POLITIQUE

Classification selon le Chapel Hill Expert Survey (CHES) 2024

Le Chapel Hill Expert Survey (CHES 2024) est une enquête académique auprès de 609 politologues dans 31 pays. Chaque parti est classé sur une échelle de 0 (extrême gauche) à 10 (extrême droite).

Parti	Les Verts	PS	PVL	Le Centre	PEV	PLR	UDC
CHES	1.13	1.67	3.60	5.47	5.64	7.67	9.00
Spectre	Gauche	Gauche	Gauche	Centre	Droite	Droite	Droite

La tendance globale est représentée sur une échelle de 0 à 10 (0 = fortement favorable à la gauche, 5 = équilibré, 10 = fortement favorable à la droite). Le calcul est basé sur la différence de faveur moyenne entre partis de gauche et de droite (regroupement selon CHES 2024).

**TENDANCE (G - D)**

**3.2 / 10**

*Favorable à la gauche*

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

← Gauche

Droite →

Source : Chapel Hill Expert Survey 2024 — [chesdata.eu](https://chesdata.eu) | [Jolly et al., Electoral Studies, 2022](#) | Valeurs seuils : [Pew Research Center](#)

Cette section sert à la classification politique et n'est pas intégrée dans le score global.



## PAYSAGE POLITIQUE

La Suisse est une démocratie de concordance. Le Conseil fédéral (7 sièges) est composé selon la formule magique : UDC 2, PS 2, PLR 2, Le Centre 1. Il n'existe pas de division classique gouvernement/opposition — tous les grands partis sont représentés au gouvernement. Les conflits politiques ne se déroulent donc pas selon un axe gouvernement/opposition, mais selon des questions de fond (votations populaires, référendums).

Parti	CHES G-D	Sièges CN	Gouvernement/Opposition	Position centrale (pertinente pour l'émission)
UDC	8.0	62	Gouvernement (2 CF)	Sceptique envers les mesures Covid, méfiance envers l'État, souveraineté
PS	2.5	41	Gouvernement (2 CF)	Pour les mesures, solidarité, confiance dans l'État
PLR	6.5	28	Gouvernement (2 CF)	Liberté économique, mesures pragmatiques
Le Centre	5.0	29	Gouvernement (1 CF)	Pragmatique, compromis
Les Verts	2.0	23	Opposition	Pour les mesures, urgence climatique, solidarité
PVL	4.0	10	Opposition	Libéral-vert, pour les mesures
PEV	5.5	2	Opposition	Chrétien-social, modéré

La principale ligne de tension de cette émission se situe entre les partisans des mesures (majoritairement centre-gauche) et les opposants aux mesures (majoritairement droite-libertaire, mais aussi éléments gauche-libertaires). La votation Covid du 28 novembre 2021 (62% de oui à la loi Covid) a accentué cette ligne. Une deuxième ligne de tension concerne la relation entre les institutions étatiques et la méfiance de la société civile — une question qui traverse tous les partis, mais qui est particulièrement virulente dans les milieux proches de l'UDC et libertaires.

SRF (Schweizerisches Radio und Fernsehen) est le service public de radio et télévision suisse, financé par les redevances de réception (Serafe). L'art. 4 LRTV oblige SRF à une présentation factuelle, à la diversité des opinions et à une sélection équilibrée des interlocuteurs. En tant que plus grande organisation médiatique de Suisse, SRF porte une responsabilité particulière pour la formation démocratique de l'opinion.



## CHAPITRE 1 — BIAIS PARTISAN

Parti	Score (-5..+5)	Représentation dans l'émission vs. position du programme
UDC	-2	Env. 06:00–15:00 : Les opposants aux mesures sont présentés comme une potentielle société parallèle, sans que la position de l'UDC (scepticisme envers les mesures comme attitude politique légitime) soit correctement contextualisée. Position du programme : critique des mesures, responsabilité individuelle — dans l'émission : présentée comme un danger social. Distordu par le cadrage.
PS	0	Non mentionné directement. La position des partisans des mesures (62% de oui) est présentée comme un consensus social, ce qui soutient implicitement les positions du PS, sans représentation explicite. Omis.
PLR	0	Non mentionné. Omis.
Le Centre	0	Non mentionné. Omis.
Les Verts	0	Non mentionné. Omis.
PVL	0	Non mentionné. Omis.
PEV	0	Non mentionné. Omis.

### Résumé du biais partisan

- Représentation la plus fidèle : PS (score 0 — non représenté explicitement, mais favorisé implicitement)
- Distorsion la plus forte : UDC (score -2 — le scepticisme envers les mesures présenté comme une pathologie sociale)
- Écart moyen par rapport à 0 : 0.3
- Conclusion : L'émission ne traite aucun parti directement, mais la position des opposants aux mesures — qui recoupe structurellement les positions de l'UDC — est systématiquement présentée comme un danger social. Le sociologue Marko Kovic (07:42) qualifie les médias alternatifs de source de « théories du complot et de fausses informations », sans qu'une voix contraire ne soit entendue. La position des partisans des mesures (62% de oui) est présentée comme un consensus social stable, ce qui délégitime implicitement la position minoritaire (38% de non).



## CHAPITRE 2 — INFORMATIONS SUR L'ÉMISSION ET CADRE THÉMATIQUE

### Données de l'émission

- Titre : SRF 10 vor 10
- Date : 29.11.2021
- Présentateur/trice / Reporter : Présentatrice (non nommée dans la transcription) ; Reporters : Biljana Gogic (Omicron), Vivian Manz (Epstein/Maxwell), Alexandra Kubsa (Jel/France)

Acteurs	Fonction	Parti/Affiliation	Spectre politique
Marko Kovic	Sociologue / Chercheur en sciences sociales	Aucun parti ; connu comme critique des « théories du complot »	Libéral de gauche / académique
Michael Hermann	Géographe politique	Aucun parti ; Institut de recherche Sotomo	Académique, tendance libérale de gauche
Christoph Flurger	Éditeur de Transition TV	Camp des opposants aux mesures	Droite-libertaire / critique du système
Michael Bubendorf	Membre du comité des Amis de la Constitution	Opposant aux mesures	Droite-libertaire / critique du système
Caroline Jockel	Enseignante, école privée	Opposante aux mesures	Critique du système
Manifestant 1 (anonyme)	Manifestant place fédérale	Opposant aux mesures	Critique du système
Manifestant 2 (anonyme)	Manifestant place fédérale	Opposant aux mesures	Critique du système (déclaration sur la guerre civile)
Andreas Züllig	Président de HotellerieSuisse	Association professionnelle	Économique-pragmatique

### Thème principal

L'émission examine si la défaite des opposants aux mesures lors de la votation sur la loi Covid conduit à l'émergence d'une société parallèle, et évalue ce développement comme un danger social.



## CHAPITRE 3 — 15 CRITÈRES : ANALYSE DÉTAILLÉE

### Faits concrets

### Faits concrets — 9 techniques quantifiables et scientifiquement vérifiables

#### 1. SÉLECTION DES EXPERTS

8/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

#### Expert 1 : Marko Kovic, sociologue

Horodatage : 07:33

Déclaration : « Mais on voit que dans les médias alternatifs, il n'y a pas de standards journalistiques. Il n'y a pas d'obligation de vérité. Et à la place, on a beaucoup d'activisme, beaucoup de théories du complot et beaucoup de fausses informations. »

Contextualisation : Kovic est connu comme critique public des « théories du complot » et des médias alternatifs. Il n'a pas de neutralité institutionnelle sur cette question — son positionnement public est clairement du côté des partisans des mesures.

Voix contraire manquante : Un juriste des médias ou un chercheur en sciences des médias avec un autre axe de recherche (p. ex. pluralisme médiatique, perte de confiance dans les médias dominants) aurait apporté une perspective contraire.

Vérification approfondie des sources — Kovic :

**(a) FINANCEMENT** : Kovic est fondateur du ZIPAR (Zurich Institute of Public Affairs Research), financé par des fonds de projet et des mandats publics. Pas de conflit d'intérêts privé évident, mais intérêt institutionnel à maintenir sa pertinence en tant qu'« expert en désinformation ».

**(b) MANDAT** : Le ZIPAR s'est spécialisé dans la recherche sur la désinformation — structurellement non neutre dans l'évaluation des « médias alternatifs », car ceux-ci constituent son champ de recherche.

D1 Conflit d'intérêts : -1 — Intérêt institutionnel à la pertinence du thème « désinformation »

D2 Risque personnel : +1 — Le positionnement public comporte un risque réputationnel

D3 Compétence disciplinaire : +1 — Sociologue, mais les déclarations sur les « standards journalistiques » dépassent son domaine de compétence

D4 Cohérence des opinions : +1 — Positionnement public cohérent

D5 Émotionnalisation vs. données : -1 — Affirmations générales sans preuves (« beaucoup de théories du complot »)

D6 Niveau de source : 0 — Évaluation secondaire, aucune donnée primaire présentée

**TOTAL : +1 → FEU DE SOURCE : JAUNE**

**(c) COMPÉTENCE DISCIPLINAIRE** : Kovic est présenté comme un sociologue neutre, alors qu'il est une voix clairement positionnée dans le débat. L'émission ne le signale pas comme partie prenante dans la controverse.

#### Expert 2 : Michael Hermann, géographe politique

Horodatage : 11:43

Déclaration : « Et c'est maintenant plutôt la phase, justement parce que c'est si clair, où les choses peuvent à nouveau se calmer. »



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

Contextualisation : Hermann est directeur de l'institut de recherche Sotomo, connu pour ses analyses de votations. Tendance libérale de gauche dans ses prises de position publiques. Pas d'affiliation partisane directe.

Voix contraire manquante : Un politologue avec un autre axe de recherche (p. ex. droits des minorités, théories de la démocratie) aurait contextualisé différemment la question de la légitimité des positions minoritaires.

Vérification approfondie des sources — Hermann :

**(a) FINANCEMENT** : Sotomo est un institut de recherche privé qui réalise notamment des analyses de votations pour SRF lui-même — conflit d'intérêts structurel : Hermann analyse pour SRF et est invité par SRF en tant qu'expert.

**(b) MANDAT** : L'analyse de votations est compatible avec une évaluation neutre, mais la question de la « dangerosité » des sociétés parallèles dépasse son mandat principal.

D1 Conflit d'intérêts : -2 — Relation commerciale avec SRF (Sotomo réalise des analyses pour SRF)

D2 Risque personnel : +1 — Positionnement public

D3 Compétence disciplinaire : +2 — La géographie politique et l'analyse de votations sont son domaine principal

D4 Cohérence des opinions : +1 — Positionnement cohérent

D5 Émotionnalisation vs. données : +1 — Principalement basé sur des données

D6 Niveau de source : 0 — Analyse secondaire

**TOTAL : +3 → FEU DE SOURCE : JAUNE**

**(c) COMPÉTENCE DISCIPLINAIRE** : La relation commerciale entre Sotomo et SRF n'est pas divulguée. Hermann est présenté comme un expert indépendant.

*Groupes d'experts manquants :*

- Constitutionnaliste (droits fondamentaux, liberté d'association)
- Épidémiologiste critique des mesures
- Chercheur/chercheuse en sciences des médias (pluralisme médiatique)

### Feu de source pour les participants :

Source	D1	D2	D3	D4	D5	D6	Total	Feu
Marko Kovic, sociologue	-1	+1	+1	+1	-1	0	+1	JAUNE
Michael Hermann, géographe politique	-2	+1	+2	+1	+1	0	+3	JAUNE

*Résumé :*

Expert	Feu de source	Problème principal
Kovic	JAUNE	Voix positionnée présentée comme neutre ; affirmations générales sans données probantes
Hermann	JAUNE	Relation commerciale non divulguée avec SRF ; questions dépassant son domaine de compétence

Les deux experts représentent la perspective des partisans des mesures. Aucun expert avec une évaluation divergente n'a été invité.



## 2. SÉLECTION DES SOURCES

7/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Affirmations sans source primaire = points de pénalité (vérification des rumeurs)

### Source 1 : Marko Kovic (sociologue)

**Horodatage** 07:33 — Déclaration : « beaucoup de théories du complot et beaucoup de fausses informations »

**(a) Financement** : ZIPAR, fonds de projet, mandats publics

**(b) Conflit d'intérêts structurel** : Kovic a un intérêt institutionnel à la pertinence de la « désinformation » comme champ de recherche

**(c) Source contraire manquante** : Chercheur/chercheuse en sciences des médias défendant le pluralisme médiatique comme valeur démocratique

### Source 2 : Michael Hermann (Sotomo)

**Horodatage** 11:43 — Déclaration : « que la population co-gouverne en quelque sorte le Conseil fédéral dans ce type de politique »

**(a) Financement** : Sotomo — institut privé ayant une relation de mandat avec SRF

**(b) Conflit d'intérêts structurel** : Relation commerciale avec SRF non divulguée

**(c) Source contraire manquante** : Politologue sans relation commerciale avec SRF

Vérification des rumeurs :

Rumeur 1 :

Horodatage : 00:10

Affirmation : « Après l'acceptation claire de la loi Covid, la décision d'hier est pour certains perdants de la votation une raison de se détacher encore davantage de l'État. »

Marqueur verbal : Affirmation causale implicite sans preuve (« est une raison »)

Source primaire disponible : Non — point de pénalité. L'affirmation selon laquelle le résultat de la votation conduirait à un rejet de l'État est présentée comme un fait, sans source primaire ni enquête représentative.

Rumeur 2 :

Horodatage : 05:41

Affirmation : « Déjà, dans certains milieux, une sorte de société parallèle se forme. »

Marqueur verbal : « certains milieux », « une sorte »

Source primaire disponible : Non — point de pénalité. Aucune donnée sur la taille, l'étendue ou la représentativité de ces « milieux ».

*Résumé : Les deux experts sont structurellement positionnés du côté des partisans des mesures. Deux rumeurs sans source primaire sont présentées comme des faits. Aucune source avec une évaluation scientifique divergente.*



### 3. RÉPARTITION DU TEMPS DE PAROLE

6/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Temps de parole estimé (reportage principal, env. 00:10–15:43) :

Acteurs/Position	Temps de parole	Part
Présentatrice (introduction/questions)	env. 2:30 min.	~16%
Marko Kovic (expert, perspective des partisans des mesures)	env. 1:30 min.	~10%
Michael Hermann (expert, perspective des partisans des mesures)	env. 3:30 min.	~23%
Christoph Flurger (opposant aux mesures)	env. 1:00 min.	~7%
Michael Bubendorf (opposant aux mesures)	env. 0:45 min.	~5%
Caroline Jockel (opposante aux mesures)	env. 1:00 min.	~7%
Manifestants anonymes (opposants aux mesures)	env. 1:00 min.	~7%
Commentaire off/cadrage (rédaction)	env. 3:30 min.	~23%

*Résumé : Les experts avec une perspective de partisans des mesures (Kovic + Hermann) reçoivent ensemble environ 33% du temps de parole, tandis que les opposants aux mesures reçoivent ensemble environ 26% — mais sans légitimation académique et avec un cadrage négatif par le commentaire off. Le commentaire off rédactionnel (23%) cadre systématiquement les opposants aux mesures de manière négative. La répartition du temps est formellement moins asymétrique que l'asymétrie qualitative.*



#### 4. OMISSIONS (Selective Omission)

8/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

##### Omission 1 :

###### Contexte

Le droit constitutionnellement protégé aux écoles privées, aux médias alternatifs et à la formation de communautés n'est jamais mentionné.

Pertinent à : 09:17 (Caroline Jockel, école privée) et 06:51 (Transition TV)

###### Effet

L'émission suggère que la création d'écoles privées et de médias alternatifs constitue un danger social — sans mentionner que ces activités sont protégées par les droits fondamentaux et normales dans une démocratie.

##### Omission 2 :

###### Contexte

Les 38% de non ne sont jamais reconnus comme une minorité démocratique substantielle ayant droit à une représentation.

Pertinent à : 05:18 — « La Suisse a dit clairement oui à 62% »

###### Effet

Le résultat de la votation est présenté comme un consensus social clair. Les 38% de non (environ 1,4 million de votants) sont traités exclusivement comme un problème, jamais comme une minorité légitime.

##### Omission 3 :

###### Contexte

Aucun scientifique ayant une position critique envers les mesures Covid ne s'exprime, alors qu'il existait internationalement un large débat scientifique sur la proportionnalité des mesures.

Pertinent à : 07:33 (Kovic sur les « fausses informations »)

###### Effet

L'émission suggère qu'il existe un consensus scientifique sur la justesse de toutes les mesures — ce qui n'était factuellement pas correct.

*Résumé : Les trois omissions centrales — droits fondamentaux, légitimité de la minorité, débat scientifique — font que la position des opposants aux mesures apparaît exclusivement comme une pathologie sociale, jamais comme une attitude démocratique légitime.*

#### Voix manquantes

- Constitutionnaliste : Aurait contribué : contextualisation du droit aux écoles privées, aux médias alternatifs et à la formation de communautés comme droits fondamentaux protégés par la Constitution
- Épidémiologiste avec une évaluation divergente (p. ex. de Suède/Danemark) : Aurait contribué : légitimation scientifique de la critique des mesures
- Chercheur/chercheuse en médias ou juriste des médias : Aurait contribué : contextualisation du pluralisme médiatique comme valeur démocratique, non comme danger
- Sociologue avec un autre axe de recherche : Aurait contribué : perspective contraire à l'évaluation de Kovic sur la radicalisation



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

- Politikerin/politico UDC : Aurait contribué : contextualisation politique de la position des opposants aux mesures comme faisant partie du spectre démocratique
- Avocat/avocate (droits fondamentaux) : Aurait contribué : contextualisation juridique des mesures et des réactions à celles-ci
- Historien/historienne : Aurait contribué : contextualisation historique systématique des sociétés parallèles comme phénomène démocratiquement productif
- Représentant/représentante des 38% de non avec un bagage académique : Aurait contribué : articulation factuelle de la position minoritaire sans narratif de radicalisation



## 5. MANIPULATION DES CHIFFRES

4/10

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

Des chiffres complets comprennent : valeur absolue, part (%) et tendance

### Constat 1 :

**Horodatage** 05:18

Chiffre : « La Suisse a dit clairement oui à 62% à la loi Covid. »

Dimensions :

- (a) Valeur absolue : 62% de oui — indiqué
- (b) Part : Pourcentage indiqué, mais : taux de participation non mentionné ; nombre absolu de non (~1,4 mio.) non cité
- (c) Tendance : Aucune mise en perspective avec les votations Covid précédentes (juin 2021 : 60,2% de oui)

**Contexte manquant**

Le taux de participation (env. 65%) et le nombre absolu de non manquent. « 62% » sonne comme une majorité écrasante ; en réalité, environ 1,4 million de personnes ont voté contre.

**Effet**

Le résultat apparaît comme un consensus social clair ; l'ampleur de la minorité est dissimulée.

### Constat 2 :

**Horodatage** 12:16

Chiffre : « taux de participation historiquement élevé »

Dimensions :

- (a) Valeur absolue : Non citée
- (b) Part : Non citée
- (c) Tendance : « historiquement élevé » sans chiffre de comparaison

**Contexte manquant**

Le taux de participation réel (~65%) et les valeurs de comparaison manquent.

**Effet**

« Historiquement élevé » suggère une mobilisation sociale exceptionnelle, sans que le téléspectateur puisse le contextualiser.

*Résumé : Les chiffres sont utilisés de manière sélective pour présenter le résultat de la votation comme un consensus écrasant. L'ampleur absolue de la minorité des non est systématiquement passée sous silence.*



## 6. GUILT BY ASSOCIATION (culpabilité par association)

7/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

### Association 1 :

**Horodatage** 07:42

**Citation** « dans les médias alternatifs, il n'y a pas de standards journalistiques [...] beaucoup de théories du complot et beaucoup de fausses informations [...] on se radicalise alors très, très vite »

Technique : Transition TV (le média de Flurger) est associé en bloc aux théories du complot et à la radicalisation par la déclaration de Kovic sur les « médias alternatifs », sans que Transition TV soit concrètement analysé.

**Effet** Quiconque consomme ou produit des médias alternatifs est présenté comme potentiellement radicalisé.

### Association 2 :

**Horodatage** 10:19

**Citation** « Je préférerais la paix, mais si on imagine que ça reste comme ça pendant 20, 30 ans, alors on préférerait une guerre civile plutôt que cette merde. »

Technique : Cette déclaration d'un manifestant anonyme est intégrée dans le reportage sur la société parallèle, sans prise de distance ni signalement comme opinion individuelle. Elle est placée immédiatement après les déclarations modérées de Flurger, Bubendorf et Jockel.

**Effet** L'ensemble du mouvement des opposants aux mesures est contaminé par la déclaration la plus extrême.

### Association 3 :

**Horodatage** 00:21

**Citation** « Une nouvelle société parallèle se développe-t-elle en Suisse, qui préfère couper les ponts plutôt que de combler les fossés ? »

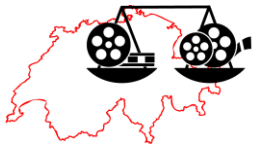
Technique : L'introduction pose le cadre : opposants aux mesures = coupeurs de ponts. Cette association est formulée comme une question, mais confirmée comme réponse par le reportage.

**Effet** Les opposants aux mesures sont présentés dès le départ comme socialement destructeurs.

Vérification des sources pour les personnes présentées comme « complotistes » :

Christoph Flurger (Transition TV) :

- Travaille avec des sources primaires vérifiables : Non vérifiable à partir de la transcription, mais aucune fausse déclaration concrète n'est attestée dans la transcription
- Affirmations centrales falsifiables : OUI — ses déclarations sur l'exclusion sociale des non-vaccinés sont factuellement vérifiables
- Pertes liées à sa position : Risque réputationnel, exclusion sociale
- Gains : Attention, construction d'une communauté
- Net : Risque ≈ gain — pas de bonus de crédibilité clair



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

- CATÉGORIE : B (cas limite)

Michael Bubendorf (Amis de la Constitution) :

- Affirmations centrales : Retrait du dialogue social — factuellement vérifiable
- Pertes : Exclusion sociale, risque réputationnel
- CATÉGORIE : B (cas limite)

*Résumé : L'émission utilise le guilt by association à trois niveaux : association globale des médias alternatifs aux théories du complot, contamination de l'ensemble du mouvement par une déclaration extrême, et introduction cadrante. Flurger et Bubendorf sont classés en catégorie B (cas limite) — l'émission les traite implicitement comme catégorie C.*



## 7. TIMING

7/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

### Constat 1 :

Position : 00:10 (début — introduction)

Contenu : « Après l'acceptation claire de la loi Covid, la décision d'hier est pour certains perdants de la votation une raison de se détacher encore davantage de l'État. »

#### Effet du timing

L'introduction pose le cadre interprétatif pour l'ensemble de l'émission, avant qu'une seule preuve ne soit présentée. « Se détacher de l'État » est une formulation évaluative présentée comme un fait. Le téléspectateur est déjà conditionné avant d'entendre les acteurs eux-mêmes.

### Constat 2 :

Position : 10:19 (peu avant la fin du reportage principal)

Contenu : « alors on préférerait une guerre civile plutôt que cette merde »

#### Effet du timing

La déclaration la plus extrême de l'ensemble du reportage est placée peu avant l'interview de l'expert. Elle sert de point culminant émotionnel qui fait apparaître l'évaluation experte suivante (« c'est très, très dangereux ») comme confirmée. La séquence est : déclaration extrême → avertissement de l'expert → confirmation du danger.

### Constat 3 :

Position : 07:33 (milieu du reportage)

Contenu : Déclaration de Kovic sur la radicalisation par les médias alternatifs

#### Effet du timing

Kovic intervient immédiatement après l'auto-présentation de Flurger — comme réfutation directe. Flurger n'a pas la possibilité de répliquer. La séquence est : l'opposant aux mesures parle → l'expert réfute → pas de contradictoire.

*Résumé : Le timing est systématiquement conçu de sorte que les déclarations des opposants aux mesures soient immédiatement réfutées par des déclarations d'experts, tandis que la déclaration la plus extrême est placée stratégiquement avant l'avertissement final de l'expert.*



## 8. INDIGNATION SÉLECTIVE

6/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Indignation = biais. L'indignation sélective renforce le constat. Score = degré d'indignation (0–5) + sélectivité (0–5)

### Constat 1 :

**Horodatage** 00:21

Événement déclencheur : Les opposants aux mesures se retirent dans des structures parallèles après leur défaite à la votation.

Réaction : « qui préfère couper les ponts plutôt que de combler les fossés » — formulation évaluative dans l'introduction, signalant l'indignation.

### Comparaison

Événement analogue : Les partisans des mesures qui excluent les non-vaccinés de la vie sociale (obligation du certificat) — aucune indignation analogue dans l'émission.

Asymétrie : Démontrée. La division sociale est présentée exclusivement comme un problème des opposants aux mesures. L'obligation du certificat comme mécanisme d'exclusion n'est pas présentée comme « couper les ponts ».

### Constat 2 :

**Horodatage** 08:08

Événement déclencheur : Kovic décrit la radicalisation par les médias alternatifs.

Réaction : Aucune question de suivi, aucune contextualisation critique par la présentatrice — la déclaration est laissée sans commentaire.

### Comparaison

Événement analogue : Flurger décrit l'exclusion sociale des non-vaccinés (07:10) — la présentatrice laisse également cette déclaration sans commentaire, mais Kovic la réfute immédiatement après.

Asymétrie : Démontrée. Les déclarations de Flurger sont contrecarrées par Kovic ; les déclarations de Kovic ne sont pas remises en question.

Degré d'indignation : 3/5 — Plusieurs fois, clairement dans l'introduction et le commentaire off

Sélectivité : 3/5 — Unilatéralité claire : indignation exclusivement envers le comportement des opposants aux mesures

*Résumé : L'émission exprime de l'indignation face au retrait des opposants aux mesures dans des structures parallèles, sans indignation analogue envers les mécanismes d'exclusion (obligation du certificat) qui ont contribué à ce retrait. L'événement déclencheur de la société parallèle — l'exclusion sociale — n'est pas présenté comme digne d'indignation.*



## 9. EXHAUSTIVITÉ (Selective Omission — vue d'ensemble)

8/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

### Constat 1 :

**Horodatage** 07:33

Perspective manquante : Débat scientifique sur la proportionnalité des mesures Covid

Pertinence : En novembre 2021, il existait internationalement un large débat scientifique (Great Barrington Declaration, modèle suédois, études sur la proportionnalité). Ignorer ce débat tout en présentant les opposants aux mesures comme des « complotistes » est factuellement incomplet.

Impact : Le téléspectateur a l'impression que la critique des mesures est scientifiquement indéfendable — ce qui n'est factuellement pas correct.

### Constat 2 :

**Horodatage** 09:17

Perspective manquante : Dimension constitutionnelle de la société parallèle

Pertinence : Le droit aux écoles privées (art. 19 Cst.), la liberté d'association (art. 23 Cst.) et la liberté des médias (art. 17 Cst.) sont protégés par la Constitution. L'émission traite l'exercice de ces droits comme un danger social.

Impact : Un comportement protégé par les droits fondamentaux est présenté comme contraire à la démocratie.

### Constat 3 :

**Horodatage** 11:43

Perspective manquante : Analyse des causes de la perte de confiance

Pertinence : La perte de confiance dans les institutions est un phénomène documenté avec des causes structurelles (erreurs de communication, contradictions dans la politique des mesures, déficits de transparence). L'émission la traite exclusivement comme un symptôme de radicalisation.

Impact : La coresponsabilité institutionnelle dans la perte de confiance est complètement occultée.

*Résumé : L'émission est incomplète dans trois dimensions centrales : le débat scientifique, la contextualisation constitutionnelle et l'analyse des causes. Le résultat est un tableau unilatéral qui présente les opposants aux mesures comme un danger social, sans analyser les causes structurelles de leur position.*

## Éléments qualitatifs

La votation sur la loi Covid du 28 novembre 2021 s'est terminée avec 62% de oui — un résultat clair, qui dissimule cependant 38% de non. Le mouvement des opposants aux mesures englobe un large spectre allant des défenseurs libertaires des droits civiques aux sceptiques des vaccins en passant par les partisans de théories du complot. La question des sociétés parallèles est hautement pertinente socialement et touche aux droits fondamentaux (liberté d'association, liberté d'expression, liberté d'enseignement). Il existe des phénomènes comparables à l'international (Tea Party, Gilets jaunes, Querdenker), qui sont évalués différemment.

*Part des perspectives couvertes*

**Präsident:** Schläpfer, David - **Kontakt:** [kontakt@SVFAB.ch](mailto:kontakt@SVFAB.ch) - **Adresse:** SVFAB, Postfach, CH-8021 Zürich 1



**Schweizerischer Verein für ausgewogene Berichterstattung**  
**Association suisse pour une information équilibrée**  
**Associazione svizzera per un reporting equilibrato**

*Inversé : la valeur originale mesure la couverture (plus élevée = meilleure). Affiché comme écart (plus élevé = lacunes plus importantes).*

- [A] Droits démocratiques légitimes des minorités** : 38% de non est une minorité substantielle ayant droit à une représentation
- [B] Contextualisation historique** : Les sociétés parallèles comme phénomène démocratique normal (syndicats, Églises, coopératives)
- [C] Dimension des droits fondamentaux** : Le droit à ses propres écoles, médias et communautés est protégé par la Constitution
- [D] Critique scientifique des mesures Covid** : Épidémiologistes, économistes avec des évaluations divergentes
- [E] Critique des médias comme préoccupation légitime** : La perte de confiance dans les médias dominants est un phénomène documenté
- [F] Critique de l'État comme vertu démocratique** : Fonction historique de la dissidence et des positions minoritaires
- [G] Causes socio-économiques** : Qui sont les opposants aux mesures ? Formation, revenus, répartition régionale
- [H] Proportionnalité des mesures** : Débat scientifique sur les bénéfices/risques
- [I] Comparaisons internationales** : Pays sans mesures strictes (Suède, Danemark)
- [J] Conséquences à long terme de la division sociale** : Les deux parties portent une responsabilité

#### **[A] OMIS**

Horodatage : — — Citation : — — Évaluation : Les 38% de non ne sont jamais reconnus comme une minorité démocratique légitime ayant droit à une représentation ; ils sont au contraire présentés comme un danger.

#### **[B] ÉVOQUÉ**

Horodatage : 13:56 — Citation : « au XIXe siècle, il y avait les conservateurs catholiques » — Évaluation : Michael Hermann mentionne les sociétés parallèles historiques, mais uniquement comme comparaison, non comme légitimation.

#### **[C] OMIS**

Horodatage : — — Citation : — — Évaluation : Le droit constitutionnellement protégé à ses propres écoles, médias et communautés n'est jamais mentionné ; l'école privée et les médias alternatifs sont implicitement présentés comme problématiques.

#### **[D] OMIS**

Horodatage : — — Citation : — — Évaluation : Aucun scientifique ayant une position critique envers les mesures Covid ne s'exprime.

#### **[E] OMIS**

Horodatage : — — Citation : — — Évaluation : La critique des médias est présentée exclusivement comme un symptôme de radicalisation, non comme une préoccupation démocratique légitime.

#### **[F] OMIS**

Horodatage : — — Citation : — — Évaluation : La critique de l'État comme vertu démocratique n'est pas thématifiée.

#### **[G] ÉVOQUÉ**

Horodatage : 06:00–10:00 — Citation : « quand les gens perdent leur emploi » — Évaluation : La dimension socio-économique est brièvement évoquée, mais pas analysée de manière systématique.

#### **[H] OMIS**



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

Horodatage : — — Citation : — — Évaluation : Le débat scientifique sur la proportionnalité des mesures n'est pas mentionné.

#### [I] OMIS

Horodatage : — — Citation : — — Évaluation : Les comparaisons internationales avec des pays moins restrictifs font totalement défaut.

#### [J] ÉVOQUÉ

Horodatage : 06:05 — Citation : « Ce n'est pas notre souhait, à nous les sceptiques, de diviser la société » —  
Évaluation : Seul le camp des opposants aux mesures thématise la responsabilité mutuelle ; l'émission elle-même ne le fait pas.

#### Score d'exhaustivité : 2/10

---

Justification : Sur 10 perspectives pertinentes, 7 sont complètement omises et 3 seulement évoquées. L'émission traite exclusivement la question de savoir si le mouvement des opposants aux mesures constitue un danger social — non si leurs préoccupations sont légitimes. Aucune voix du milieu académique ou scientifique défendant de manière factuelle la critique des mesures ne s'exprime.



## Éléments qualitatifs — 6 techniques qualitatives

### 10. CADRAGE (Framing)

8/10

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

#### Constat 1 :

Horodatage	00:21
Citation	« Une nouvelle société parallèle se développe-t-elle en Suisse, qui préfère couper les ponts plutôt que de combler les fossés ? »
Manipulation	L'introduction pose le cadre sous forme de question rhétorique qui contient déjà la réponse. « Couper les ponts » est une connotation fortement négative attribuée aux opposants aux mesures, avant qu'une seule preuve ne soit présentée.
Pourquoi c'est problématique	Le téléspectateur est conditionné à percevoir les opposants aux mesures comme destructeurs, avant d'entendre leurs déclarations. Ce n'est pas un cadrage neutre d'une question ouverte.

#### Constat 2 :

Horodatage	05:32
Citation	« C'est un non à l'ensemble de la politique Covid. Un non au Conseil fédéral, voire même un non à l'État suisse en tant que tel. »
Manipulation	Le commentaire off fait escalader l'interprétation du résultat de la votation de « non à la loi Covid » à « non à l'État ». Cette escalade est une interprétation rédactionnelle, non un fait établi.
Pourquoi c'est problématique	L'émission assimile un non à une loi spécifique à une hostilité envers l'État — une équivalence politiquement très sensible sans fondement empirique.

#### Constat 3 :

Horodatage	11:34
Citation	« Chez certains opposants aux mesures corona, le malaise envers les autorités, les médias et la science semble s'accroître. »
Manipulation	Le « malaise envers la science » est présenté comme une pathologie. La pensée critique envers les institutions est assimilée à une hostilité envers la science.
Pourquoi c'est problématique	La critique des institutions est une vertu démocratique. L'assimilation de la critique des institutions à l'hostilité envers la science est une technique rhétorique qui délégitime la dissidence légitime.

Résumé : Le cadrage de l'émission est constant : opposants aux mesures = danger social, ennemis de l'État, radicaux potentiels. Ce cadrage est posé dans l'introduction et maintenu tout au long du reportage.



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato



## 11. CHOIX DES MOTS ET TERMINOLOGIE

7/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

### Constat 1 :

Horodatage	00:21
Citation	« préfère couper les ponts »
Manipulation	« Couper les ponts » est une connotation fortement négative qui implique la destructivité.
Pourquoi c'est problématique	Une alternative neutre serait : « vouloir construire ses propres structures » ou « se retirer du dialogue social ». « Couper les ponts » implique une destruction active, non un retrait passif.

### Constat 2 :

Horodatage	05:41
Citation	« Déjà, dans certains milieux, une sorte de société parallèle se forme. »
Manipulation	« Société parallèle » est un terme à connotation négative issu du discours sur la migration (cf. sociétés parallèles des migrants). Son application aux opposants aux mesures les assimile implicitement à des groupes socialement problématiques.
Pourquoi c'est problématique	Une alternative neutre serait : « structures communautaires alternatives » ou « réseaux autonomes ». « Société parallèle » est un terme politiquement chargé.

### Constat 3 :

Horodatage	07:53
Citation	« beaucoup de théories du complot »
Manipulation	« Théorie du complot » est un terme polémique qui sert à discréditer des affirmations sans en examiner le contenu. Kovic l'utilise de manière globale pour les « médias alternatifs ».
Pourquoi c'est problématique	Une alternative neutre serait : « affirmations non étayées » ou « informations non vérifiées ». « Théorie du complot » est une attribution sociale, non une catégorie analytique.

*Résumé : Le choix des mots de l'émission est systématiquement conçu pour faire apparaître les opposants aux mesures comme destructeurs, socialement problématiques et irrationnels. Des alternatives neutres auraient été disponibles dans les trois cas.*



## 12. COMPORTEMENT DE LA MODÉRATION

6/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

### Constat 1 :

Horodatage 11:47

Événement déclencheur : La présentatrice pose la première question à Michael Hermann après le reportage principal.

**Citation (présentateur/trice)** « On parle depuis un moment d'un fossé, d'une fracture dans la société. Après le oui clair d'hier, quelle est l'ampleur du fossé, selon vous ? »

**Comparaison** Aucun représentant des opposants aux mesures n'est interviewé en studio avec des questions comparables. Flurger, Bubendorf et Jockel ne s'expriment que dans le reportage, sans questions de suivi.

Asymétrie : Démontrée. Hermann est interviewé avec des questions ouvertes et accueillantes. Les opposants aux mesures n'ont pas la possibilité de répondre en studio à la critique de Kovic.

### Constat 2 :

Horodatage 12:57

Événement déclencheur : La présentatrice interroge sur Omicron et de nouvelles mesures.

**Citation (présentateur/trice)** « Nous avons un nouveau virus, une nouvelle mutation, il y aura probablement de nouvelles mesures à l'avenir, disent beaucoup. Qu'est-ce que cela signifie ? »

**Comparaison** La formulation « il y aura probablement de nouvelles mesures » n'est pas une question neutre, mais un présupposé. Une formulation neutre serait : « Comment la situation pourrait-elle évoluer ? »

Asymétrie : La présentatrice adopte la perspective des partisans des mesures comme prémisse de sa question.

### Constat 3 :

Horodatage 08:08

Événement déclencheur : Kovic fait des affirmations générales sur les médias alternatifs sans preuves.

**Citation (présentateur/trice)** [Aucune question de suivi — la déclaration est laissée sans commentaire]

**Comparaison** Les déclarations de Flurger sont contrecarrées par la réfutation de Kovic ; les déclarations de Kovic ne sont pas remises en question.

Asymétrie : Démontrée. Les déclarations des opposants aux mesures sont réfutées par des déclarations d'experts ; les déclarations des experts ne sont pas remises en question.

*Résumé : La modération est asymétrique : les opposants aux mesures ne s'expriment que dans le reportage (sans questions de suivi), tandis que l'expert avec une perspective de partisan des mesures est interviewé en studio. Les affirmations générales non étayées de Kovic ne sont pas remises en question.*



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato



### 13. ASYMÉTRIE DES QUESTIONS

6/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

#### Asymétrie 1 :

À Michael  
Hermann, 11

47 : « Quelle est l'ampleur du fossé, selon vous ? » — douce/accueillante

À Christoph  
Flurger (dans  
le reportage,  
pas d'interview  
en studio)

Aucune question directe — uniquement des déclarations dans le reportage

Comparaison

Hermann bénéficie d'un interview complet en studio avec des questions ouvertes. Flurger, Bubendorf et Jockel n'ont pas la possibilité de répondre à la critique de Kovic. L'asymétrie ne réside pas dans la dureté des questions, mais dans le format : experts en studio, opposants aux mesures uniquement dans le reportage.

#### Asymétrie 2 :

À Michael  
Hermann, 13

42 : « Comment cela va-t-il évoluer ? Y aura-t-il de plus en plus de gens qui se détachent en quelque sorte de l'État ? » — ouverte, orientée vers l'avenir

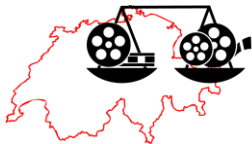
À Marko Kovic

Aucune question directe identifiable dans la transcription — Kovic s'exprime dans le reportage, pas dans un interview en studio

Comparaison

Les deux experts ont l'espace pour exprimer leurs évaluations sans questions critiques de suivi. L'asymétrie réside dans le fait qu'aucun représentant des opposants aux mesures avec un bagage académique n'a été invité.

*Résumé : L'asymétrie des questions réside moins dans la dureté de questions individuelles que dans le format structurel : experts partisans des mesures en studio avec des questions ouvertes, opposants aux mesures uniquement dans le reportage sans questions de suivi et sans possibilité de répondre à la critique de Kovic.*



<b>14. FAUSSE BALANCE</b>									<b>5/10</b>
<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	6	7	8	9	10

<b>Constat 1 :</b>	
<b>Horodatage</b>	06:00–10:00 — Construction : Les opposants aux mesures s'expriment, mais exclusivement avec des déclarations qui confirment ou renforcent le cadrage négatif.
<b>Analyse</b>	L'émission donne du temps de parole aux opposants aux mesures (Flurger, Bubendorf, Jockel, manifestants), mais :

1. Leurs déclarations sont immédiatement réfutées par Kovic
  2. La déclaration la plus extrême (guerre civile) est intégrée sans être signalée comme opinion individuelle
  3. Aucun opposant aux mesures avec un bagage académique ne s'exprime
  4. Aucun opposant aux mesures n'a la possibilité de répondre à la critique de Kovic
- La balance formelle (les deux parties s'expriment) dissimule l'asymétrie de fond (un côté est réfuté par des experts, l'autre non).

*Résumé : L'émission crée l'apparence d'un équilibre en incluant des voix d'opposants aux mesures, sans leur accorder une légitimation académique comparable ni la possibilité de répliquer. C'est de la fausse balance au sens classique : équilibre formel avec asymétrie de fond.*



## 15. AGENDA-SETTING

8/10

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

### Constat 1 :

Élément d'agenda posé : Le résultat de la votation (62% de oui) est un consensus social stable qui légitime la politique des mesures.

#### Horodatage

13:09 — Preuve : « ce n'est pas simplement de la politique, mais c'est de la politique et une claire majorité de la population qui soutient les mesures »

Agenda alternatif : La question de savoir si les décisions majoritaires peuvent restreindre les droits des minorités, et comment les démocraties traitent les minorités substantielles, n'est pas posée.

### Constat 2 :

Élément d'agenda posé : Les opposants aux mesures sont le problème de la division sociale.

#### Horodatage

00:21 — Preuve : « qui préfère couper les ponts plutôt que de combler les fossés »

Agenda alternatif : La question de savoir si la politique des mesures elle-même a contribué à la division (obligation du certificat comme mécanisme d'exclusion) n'est pas posée.

### Constat 3 :

Élément d'agenda posé : Les médias alternatifs sont intrinsèquement dangereux.

#### Horodatage

07:33 — Preuve : « dans les médias alternatifs, il n'y a pas de standards journalistiques »

Agenda alternatif : La question de la perte de confiance dans les médias dominants et de ses causes structurelles n'est pas posée. Le pluralisme médiatique comme valeur démocratique n'est pas thématiqué.

*Résumé : L'émission pose trois éléments d'agenda comme allant de soi : consensus majoritaire = légitimation, opposants aux mesures = problème, médias alternatifs = danger. Les trois sont des positions politiquement contestées présentées comme des faits.*



## CHAPITRE 4 — ÉVALUATION GLOBALE

### Résultats

- SCORE FAITS CONCRETS (moyenne critères 1–9) : 6.8 / 10
- SCORE ÉLÉMENTS QUALITATIFS (moyenne critères 10–15) : 6.7 / 10

### Techniques dominantes

- 1. Cadrage (score 8)** : L'émission pose dans l'introduction le cadre « opposants aux mesures = coupeurs de ponts » et le maintient tout au long du reportage. Chaque déclaration des opposants aux mesures est intégrée dans ce cadre, de sorte que même les positions modérées (école privée, médias alternatifs) apparaissent comme un danger social.
- 2. Omissions / Exhaustivité (score 8/8)** : L'émission omet systématiquement trois perspectives centrales : la légitimité constitutionnelle des activités décrites, le débat scientifique sur la proportionnalité des mesures et la coresponsabilité institutionnelle dans la perte de confiance. Le résultat est un tableau structurellement incomplet.
- 3. Agenda-Setting (score 8)** : L'émission pose trois positions politiquement contestées comme allant de soi : le résultat de la votation comme consensus stable, les opposants aux mesures comme problème social et les médias alternatifs comme danger. Ces éléments d'agenda ne sont pas présentés comme des opinions, mais comme des faits.

### Messages clés de l'émission

**MESSAGE 1 (DE FOND)** : « Quiconque a rejeté la loi Covid et se retire dans des structures parallèles met la démocratie en danger. »

**Technique** : Cadrage + Agenda-Setting — Preuves : 00:21, 05:32, 10:42

**MESSAGE 2 (PERSONNEL)** : « Quiconque consomme ou produit des médias alternatifs se radicalise et perd le sens de la réalité. »

**Technique** : Guilt by Association + Sélection des experts — Preuves : 07:33, 07:42, 08:08

**MESSAGE 3 (SOCIÉTAL)** : « La majorité des 62% représente le consensus social ; la minorité des 38% est un problème qui se marginalise elle-même. »

**Technique** : Manipulation des chiffres + Omissions — Preuves : 05:18, 13:09, 12:16

Justification : Avec un score global de 6.7, l'émission se situe à la limite entre « unilatéralité claire » et « déséquilibre systématique ». L'émission viole l'art. 4 LRTV dans plusieurs dimensions : elle ne présente pas la position des opposants aux mesures de manière factuelle (aucun expert avec une évaluation divergente), elle n'offre pas de diversité d'opinions sur un sujet controversé (tous les experts représentent la même perspective), et la sélection des interlocuteurs est structurellement unilatérale (opposants aux mesures sans légitimation académique, partisans des mesures avec deux experts en studio). L'émission ne peut pas être qualifiée de propagande manifeste, mais la combinaison de cadrage, d'omissions et d'agenda-setting produit un tableau systématiquement unilatéral.

### CONCLUSION

L'émission du 29 novembre 2021 traite la réaction des opposants aux mesures à la votation sur la loi Covid comme un danger social, sans thématiser la légitimité constitutionnelle des activités décrites (écoles privées, médias alternatifs, structures communautaires). La sélection des experts est structurellement unilatérale : les deux experts invités (Kovic, Hermann) représentent la perspective des partisans des mesures ; aucun scientifique ayant une position critique envers les mesures ne s'exprime. Le cadrage de l'introduction (« couper les ponts ») et du commentaire off (« non à l'État suisse en tant que tel ») pose un cadre évaluatif incompatible avec l'obligation de présentation factuelle de l'art. 4 al. 2 LRTV. L'émission ne remplit pas le mandat légal de représentation équilibrée des sujets controversés : les 38% de non ne sont jamais reconnus comme une minorité démocratique légitime, et les causes structurelles de la perte de confiance dans les institutions sont complètement occultées.



## ÉVALUATION GLOBALE DES 15 CRITÈRES

### Scores individuels — Les 15 critères

N°	Critère	Score	Évaluation
1	SÉLECTION DES EXPERTS	8	●●●●
2	SÉLECTION DES SOURCES	7	●●●●
3	RÉPARTITION DU TEMPS DE PAROLE	6	●●●
4	OMISSIONS (Selective Omission)	8	●●●●
5	MANIPULATION DES CHIFFRES	4	●●
6	GUILT BY ASSOCIATION (culpabilité par association)	7	●●●●
7	TIMING	7	●●●●
8	INDIGNATION SÉLECTIVE	6	●●●
9	EXHAUSTIVITÉ (Selective Omission — vue d'ensemble)	8	●●●●
10	CADRAGE (Framing)	8	●●●●
11	CHOIX DES MOTS ET TERMINOLOGIE	7	●●●●
12	COMPORTEMENT DE LA MODÉRATION	6	●●●
13	ASYMÉTRIE DES QUESTIONS	6	●●●
14	FAUSSE BALANCE	5	●●●
15	AGENDA-SETTING	8	●●●●

#### SCORE FAITS CONCRETS (1-8)

**6.8/10**

*Écart grave par rapport à l'obligation d'équilibre. Degré d'écart élevé*

#### SCORE ÉLÉMENTS QUALITATIFS (9-14)

**6.7/10**

*Écart grave par rapport à l'obligation d'équilibre. Degré d'écart élevé*

#### SCORE GLOBAL

**6.8/10**

*Écart grave par rapport à l'obligation d'équilibre. Degré d'écart élevé*

*Moyenne des faits concrets et des éléments qualitatifs*



## LÉGENDE — Signification des scores

### Scores individuels par critère (0–10)

<b>0</b>	<b>Aucun constat</b>	Aucune anomalie pertinente constatée.
<b>1–2</b>	<b>Constat faible</b>	Légère anomalie sans atteinte substantielle à l'équilibre.
<b>3–4</b>	<b>Constat léger à modéré</b>	Tendance perceptible ; pertinence de l'effet faible à modérée.
<b>5</b>	<b>Constat modéré avec pertinence de l'effet</b>	Déséquilibre pertinent influençant le potentiel de formation d'opinion du public.
<b>6</b>	<b>Constat significatif (seuil)</b>	Les scores à partir de 6 sont signalés comme « constats significatifs ».
<b>7</b>	<b>Constat significatif</b>	Déséquilibre clair et bien étayé avec une pertinence de l'effet marquée.
<b>8–9</b>	<b>Constat grave</b>	Déséquilibre prononcé ; plusieurs constats individuels étayés dans ce critère.
<b>10</b>	<b>Degré maximal</b>	Déséquilibre systématique et continu dans ce critère.

### Index d'écart agrégé — Plages d'interprétation

<b>0.0 – 2.5</b>	<b>Sans anomalie</b>	Aucun schéma substantiel identifiable ; l'émission satisfait à l'obligation de présentation factuelle.
<b>2.6 – 4.0</b>	<b>Léger déséquilibre</b>	Anomalies isolées ; statistiquement visibles, mais encore dans la marge de tolérance.
<b>4.1 – 6.0</b>	<b>Déséquilibre significatif</b>	Plusieurs constats significatifs ; atteinte pertinente à la diversité des perspectives.
<b>6.1 – 8.0</b>	<b>Écart grave par rapport à l'obligation d'équilibre. Degré d'écart élevé</b>	Schémas prononcés couvrant l'ensemble de l'émission ; haute pertinence de l'effet.
<b>8.1 – 10</b>	<b>Unilatéralité systémique fondamentale. Degré de biais très élevé</b>	Degré maximal sur presque tous les critères ; reportage systématiquement unilatéral.

### Biais partisan (-5 à +5)

<b>-5 à -3</b>	<b>Fortement désavantagé</b>	Le parti est clairement défavorisé dans la représentation, le temps de parole ou le cadrage.
<b>-2 à -1</b>	<b>Légèrement désavantagé</b>	Désavantage perceptible, mais faible.
<b>0</b>	<b>Neutre</b>	Aucune faveur ou désavantage constatable.
<b>+1 à +2</b>	<b>Légèrement favorisé</b>	Faveur perceptible, mais faible.
<b>+3 à +5</b>	<b>Fortement favorisé</b>	Le parti est clairement avantagé dans la représentation, le temps de parole ou le cadrage.



## CHAPITRE 5 — QUALIFICATION JURIDIQUE (art. 4 LRTV)

### Évaluation selon l'art. 4 LRTV

#### Violation 1 :

Norme : art. 4 al. 2 LRTV (présentation factuelle)

État de fait : L'introduction présente une interprétation évaluative comme un fait.

Preuve : Horodatage 00:21 — Citation : « qui préfère couper les ponts plutôt que de combler les fossés »

Évaluation : La formulation « couper les ponts » est une attribution évaluative, non une description factuelle. L'art. 4 al. 2 LRTV exige que les opinions rédactionnelles soient reconnaissables comme telles. L'introduction présente un jugement de valeur politique comme un constat factuel.

#### Violation 2 :

Norme : art. 4 al. 4 LRTV (diversité des opinions sur des sujets controversés)

État de fait : Sur un sujet hautement controversé socialement (mesures Covid, société parallèle), seuls des experts avec une perspective de partisans des mesures s'expriment.

Preuve : Horodatage 07:33 — Citation : « beaucoup de théories du complot et beaucoup de fausses informations » — et 11:43 (interview de Hermann sans voix contraire)

Évaluation : L'art. 4 al. 4 LRTV exige, sur des sujets controversés, la présentation de différents points de vue. L'émission présente exclusivement une perspective par des experts académiquement légitimés, tandis que la perspective contraire n'est représentée que par des acteurs non académiques, immédiatement réfutés par des déclarations d'experts.

#### Violation 3 :

Norme : art. 4 al. 2 LRTV (présentation factuelle des faits)

État de fait : L'affirmation « un non à l'État suisse en tant que tel » est présentée comme un fait, sans fondement empirique.

Preuve : Horodatage 05:35 — Citation : « C'est un non à l'ensemble de la politique Covid. Un non au Conseil fédéral, voire même un non à l'État suisse en tant que tel. »

Évaluation : Cette escalade de « non à la loi Covid » à « non à l'État » est une interprétation rédactionnelle sans source. Elle viole l'obligation de présentation factuelle, car elle présente comme un fait une équivalence politiquement très sensible.

#### Violation 4 :

Norme : art. 4 al. 4 LRTV (sélection équilibrée des interlocuteurs)

État de fait : La relation commerciale entre l'institut Sotomo de Michael Hermann et SRF n'est pas divulguée.

Preuve : Horodatage 11:43 — Hermann est présenté comme un expert indépendant.

Évaluation : La non-divulgaration d'une relation commerciale entre un expert présenté comme indépendant et le diffuseur viole l'obligation de transparence découlant de l'art. 4 LRTV.

### Évaluation globale art. 4 LRTV

L'émission viole l'art. 4 LRTV dans quatre dimensions démontrables : présentation factuelle (introduction évaluative présentée comme un fait), diversité des opinions (exclusivement des experts partisans des mesures), sélection équilibrée des interlocuteurs (asymétrie structurelle entre partisans académiquement légitimés et opposants non académiques) et transparence (relation commerciale non divulguée). Les violations ne se limitent pas à des formulations isolées, mais traversent l'ensemble de la structure de l'émission — de l'introduction à la sélection des



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

experts jusqu'au commentaire off. Une plainte auprès de l'Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision (AIEP) serait fondée sur la base de ces constats.



## CHAPITRE 6 — VÉRIFICATION APPROFONDIE DES SOURCES

### Marko Kovic (ZIPAR)

**1. FINANCEMENT** : ZIPAR (Zurich Institute of Public Affairs Research) — institut privé, financé par des fonds de projet, des mandats publics et des mandats de conseil. Pas de transparence complète sur les bailleurs de fonds.

**2. MANDAT** : Recherche sur la désinformation et communication politique — structurellement non neutre dans l'évaluation des « médias alternatifs », car ceux-ci constituent son champ de recherche.

**3. CONFLIT D'INTÉRÊTS** : Intérêt institutionnel à la pertinence de la « désinformation » comme champ de recherche. Plus la « désinformation » est considérée comme un problème social, plus la recherche de Kovic est pertinente.

D1 Conflit d'intérêts : -1 (intérêt institutionnel)

D2 Risque personnel : +1 (positionnement public)

D3 Compétence disciplinaire : +1 (sociologue, mais les déclarations sur les « standards journalistiques » dépassent son domaine de compétence)

D4 Cohérence : +1 (positionnement cohérent)

D5 Émotion vs. données : -1 (affirmations générales sans preuves)

D6 Niveau de source : 0 (évaluation secondaire)

**TOTAL : +1 → FEU DE SOURCE : JAUNE**

**5. VOIX CONTRAIRE** : Un/une chercheur/chercheuse en sciences des médias spécialisé(e) dans le pluralisme médiatique (p. ex. Vinzenz Wyss, ZHAW) aurait apporté une perspective contraire. Non cité(e).

### Michael Hermann (Sotomo)

**1. FINANCEMENT** : Sotomo — institut de recherche privé qui reçoit régulièrement des mandats de SRF (analyses de votations, analyses électorales). Conflit d'intérêts structurel : Hermann analyse pour SRF et est invité par SRF en tant qu'expert.

**2. MANDAT** : Géographie politique et analyse de votations — compatible avec une évaluation neutre des résultats de votations, mais la question de la « dangerosité » des sociétés parallèles dépasse son mandat principal.

**3. CONFLIT D'INTÉRÊTS** : Relation commerciale avec SRF non divulguée. Sotomo a un intérêt institutionnel au maintien de cette relation commerciale.

D1 Conflit d'intérêts : -2 (relation commerciale avec SRF)

D2 Risque personnel : +1 (positionnement public)

D3 Compétence disciplinaire : +2 (la géographie politique est son domaine principal)

D4 Cohérence : +1 (positionnement cohérent)

D5 Émotion vs. données : +1 (principalement basé sur des données)

D6 Niveau de source : 0 (analyse secondaire)

**TOTAL : +3 → FEU DE SOURCE : JAUNE**

**5. VOIX CONTRAIRE** : Un politologue sans relation commerciale avec SRF (p. ex. Adrian Vatter, Université de Berne) aurait apporté une perspective plus indépendante. Non cité.

*IMPORTANT : « Reconnu » n'est pas une qualification factuelle. Kovic et Hermann sont tous deux des chercheurs reconnus dans leurs domaines — mais « reconnu » ne signifie pas « neutre » ou « sans conflit d'intérêts ». L'émission les présente tous deux comme des experts neutres, sans divulguer les conflits d'intérêts structurels. C'est une attribution sociale qui doit elle-même être remise en question.*

### Qualification juridique et méthodologique

#### Pas de jugement factuel

Les résultats présentés ne constituent pas des constats factuels sur des personnes, des rédactions ou des émissions individuelles. Ils sont à comprendre comme le résultat d'une opérationnalisation standardisée, non comme la constatation d'une responsabilité individuelle.



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

**Pas de jugement juridique**

L'index d'écart agrégé ne remplace pas une appréciation juridique au sens de l'art. 4 LRTV. L'évaluation de la conformité d'une émission concrète aux dispositions légales relève exclusivement des instances compétentes (notamment l'AIEP).

**Pas de preuve de causalité**

Les corrélations statistiques ne doivent pas être interprétées comme la preuve de liens causaux ou d'intentions rédactionnelles. Les valeurs d'écart peuvent être influencées par le choix des sujets, l'actualité, la controverse politique ou la logique du format.

**Pas de jugement d'intention**

L'analyse mesure des caractéristiques structurelles observables des émissions. Un score de 7 signifie qu'un déséquilibre significatif a été constaté — non que la rédaction l'ait intentionné. La méthodologie ne se prononce pas sur les motivations ou les objectifs stratégiques.

**Instrument de comparaison heuristique**

L'index sert à la reconnaissance comparative de schémas sur des milliers d'émissions, non à la mesure métrologique précise de contributions individuelles. Les valeurs seuils servent à l'orientation heuristique, non à la qualification juridique stricte.



## ANNEXE 1 : LÉGISLATION NATIONALE

### Base légale Suisse — SRG SSR

---

#### Loi

---

Loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV, RS 784.40)

#### Articles pertinents

---

- Art. 4 al. 1 LRTV : Toutes les émissions d'un programme de radio ou de télévision doivent respecter les droits fondamentaux. Les émissions doivent notamment respecter la dignité humaine, ne pas être discriminatoires, ne pas contribuer à la haine raciale, ne pas mettre en danger la moralité publique ni glorifier ou banaliser la violence.
- Art. 4 al. 2 LRTV : Les émissions rédactionnelles à contenu informatif doivent présenter les faits et les événements de manière factuelle, de sorte que le public puisse se forger sa propre opinion. Les opinions et les commentaires doivent être reconnaissables comme tels.
- Art. 4 al. 4 LRTV : L'ensemble des émissions rédactionnelles doit exprimer de manière appropriée la diversité des événements et des opinions (obligation de diversité).

#### Obligations essentielles

---

1. **Présentation factuelle** : Présentation factuelle des faits et des événements
2. **Diversité des opinions** : Diversité des points de vue sur les sujets controversés
3. **Équilibre** : Sélection équilibrée des interlocuteurs

#### Autorité de surveillance

---

- AIEP (Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision) : Examine les plaintes contre des émissions diffusées pour violation de l'art. 4 LRTV
- OFCOM (Office fédéral de la communication) : Autorité de régulation et de surveillance
- Services de médiation de la SRG : Premier point de contact pour les plaintes relatives aux programmes

#### Procédure de plainte

---

1. Service de médiation de l'unité d'entreprise concernée (SRF, RTS, RSI, RTR)
2. AIEP (en cas de désaccord)
3. Tribunal fédéral (dernière instance)



## ANNEXE 2 : FONDEMENTS SCIENTIFIQUES

### Bibliographie

- Bennett, W. L. (1990). Toward a theory of press-state relations in the United States. *Journal of Communication*, 40(2), 103–125.
- Berelson, B. (1952). *Content analysis in communication research*. Free Press.
- Entman, R. M. (1993). Framing: Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51–58.
- fög – Forschungszentrum Öffentlichkeit und Gesellschaft (2024). *Jahrbuch Qualität der Medien 2024*. Schwabe.
- Gilardi, F., Alizadeh, M. & Kubli, M. (2023). ChatGPT outperforms crowd workers for text-annotation tasks. *PNAS*, 120(30).
- Iyengar, S. & Kinder, D. R. (1987). *News that matters: Television and American opinion*. University of Chicago Press.
- Jolly, S. et al. (2022). Chapel Hill Expert Survey trend file, 1999–2019. *Electoral Studies*, 75, 102420.
- Krippendorff, K. (2004). *Content analysis: An introduction to its methodology* (2nd ed.). Sage.
- McCombs, M. E. & Shaw, D. L. (1972). The agenda-setting function of mass media. *Public Opinion Quarterly*, 36(2), 176–187.
- Shoemaker, P. J. & Vos, T. P. (2009). *Gatekeeping theory*. Routledge.
- SVFAB (2026). *Methodenbericht v4.1: Zählbare Kriterien und Multi-Modell-Kreuzvalidierung*.
- Törnberg, P. (2023). ChatGPT-4 outperforms experts and crowd workers in annotating political Twitter messages. arXiv:2304.06588.

### Documents de travail SVFAB

- Schläpfer, D. (2026). Systematic AI-Assisted Analysis of Public Broadcaster Impartiality: A Scalable Methodological Framework for Measuring Structural Bias in Public Service Media. [SSRN 6688478](#)
- Schläpfer, D. (2026). Measuring Editorial Noise: A Retrospective Suppression Index for Public Broadcasting Content Analysis. [SSRN 6733280](#)
- Schläpfer, D. (2026). Source Traffic Light: A Six-Dimensional Credibility Framework for Systematic Source Assessment in Public Service Media. [SSRN 6733880](#)

*David Schläpfer — ORCID : 0009-0000-5671-9266*

SVFAB — Association suisse pour une information équilibrée | Case postale, 8021 Zurich 1 | [www.svfab.ch](http://www.svfab.ch) | [kontakt@svfab.ch](mailto:kontakt@svfab.ch)  
| Rapport méthodologique mars 2026 | Convertisseur 3.4 (2026-05-20)



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

## Évaluations et adhésion au SVFAB

Sur SVFAB.ch, vous obtenez non seulement des évaluations détaillées supplémentaires, mais vous pouvez également en faire réaliser sur des émissions de votre choix (service facturé).

Pour que notre travail soit solide, nous dépendons des cotisations de membres et de donateurs.

### Contact et informations complémentaires :

[www.SVFAB.ch](http://www.SVFAB.ch) | [Kontakt@SVFAB.ch](mailto:Kontakt@SVFAB.ch)

**Coordonnées bancaires** : PostFinance – POFICHBE

**IBAN** : CH32 0900 0000 1675 6251 1

**Destinataire** : SVFAB, Case postale, CH-8021 Zurich 1



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

**Vous obtenez auprès du SVFAB les livres suivants**

Commandes via [www.svfab.ch](http://www.svfab.ch) ou [kontakt@svfab.ch](mailto:kontakt@svfab.ch)



**Reportage déséquilibré** est la réponse à l'initiative de réduction de moitié en Suisse : les techniques de manipulation y sont expliquées en détail, en commençant par la sélection des collaborateurs et la sélection des sources. Ensuite, 15 principes sont expliqués : omission, cadrage, cadrage temporel, culpabilité par association, émotionnalisation, décontextualisation et bien d'autres encore, illustrés par de nombreux exemples. On voit également où nous appliquons nous-mêmes ces techniques — ce qui favorise non seulement la prise de conscience mais aussi l'empathie.

En option, le livre est accompagné de **cartes à jouer**  
Également disponible en **livre audio**



L'interview n'est pas une conversation. C'est une scène — et quelqu'un d'autre a écrit le scénario.

Qui ne le sait pas fournit du matériel. De bonnes citations qui seront mal coupées. Des déclarations justes qui atterriront dans le mauvais contexte. Des réponses honnêtes qui seront présentées comme des aveux.

Ce livre n'est pas un livre de critique des médias. C'est une boîte à outils — pour tous ceux qui ont un microphone devant le nez et veulent savoir ce qu'ils peuvent faire contre ça. 7 chapitres. 7 outils : Ce qu'est vraiment une interview. Les 7 pièges les plus fréquents. Les trois principes fondamentaux de la souveraineté — ancrer, recadrer, délimiter. Préparation en une heure. Corps et voix. Que faire quand ça tourne mal. Et ce qui compte après l'interview.

Pour les politiciens, les militants, les entrepreneurs, les lanceurs d'alerte — pour tous ceux qui sont exposés et veulent comprendre comment fonctionne le jeu. Pour qu'ils arrêtent d'y participer — et commencent à le façonner.

En A5. Direct. Pour la préparation, la consultation, le suivi et en cas de difficultés



**Schweizerischer Verein für ausgewogene Berichterstattung**  
**Association suisse pour une information équilibrée**  
**Associazione svizzera per un reporting equilibrato**



**Tu crois que tu vois le monde.** En réalité, tu vois le cadre que quelqu'un a posé autour de lui. Le cadrage est la technique de manipulation la plus ancienne et la plus élégante du monde. Elle ne change pas les faits — elle change ce que nous faisons des faits. Ce que nous ressentons. Ce que nous croyons. Comment nous décidons. Et elle fonctionne — parce que nous y participons tous. Quotidiennement. Inconsciemment. Toi aussi. Ce livre n'est pas un manuel aride. C'est un livre d'exercices — ludique, direct, plein d'exemples tirés de la vraie vie. Tu n'apprends pas seulement comment les autres te cadrent. Tu apprends comment tu cadres toi-même — et comment tu peux le faire consciemment et équitablement.

Car qui comprend le cadrage voit le monde plus clairement. Entend les informations différemment. Mène des conversations avec plus d'assurance. Et se laisse moins facilement imposer un cadre choisi par quelqu'un d'autre.

Avec de nombreux exercices et exemples concrets tirés de la politique, des médias et du quotidien — et quelques sourires.

**Cadrage avec style. Parce que le cadre change tout.**



La SRG perçoit 1,56 milliard de francs par an — de manière obligatoire, de chaque ménage. Qui se sent traité injustement peut se plaindre. Il existe même une instance pour cela : l'AIEP, l'Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision. Seulement : elle n'est pas indépendante. Elle n'a pas de pouvoir de sanction. Et elle décide dans 99,6% de tous les cas : rien.

Cette analyse met le système à nu — de manière factuelle, précise, sans polémique. Procédures, personnel, compétences, coûts, statistiques, voies de recours. Et l'examen de droit constitutionnel qui montre : le système AIEP ne remplit aucun des trois critères fondamentaux — il n'est pas approprié, pas conforme à la séparation des pouvoirs, pas conforme aux règles du marché.

L'instance censée protéger les citoyens protège avant tout le système qu'elle devrait contrôler.

Une lecture indispensable pour tous ceux qui envisagent de déposer une plainte — et pour tous ceux qui veulent comprendre pourquoi une véritable surveillance des médias fait encore défaut en Suisse.